

Communiqué de Presse

Orléans, le 22 avril 2019

ArjoWiggins : le couperet est tombé, quel avenir pour les salariés ?

Comme c'était à craindre fin janvier, l'imprimeur sarthois ArjoWiggins, fabricant de papier à haute technicité a été placé en liquidation judiciaire.

Son principal site de production, situé à Bessé-sur-Braye dans la Sarthe – limitrophe du Loir-et-Cher - sera le plus impacté : 568 salariés seront licenciés (ainsi que 143 autres dans d'autres sites du département).

Une première alerte aurait dû interpeler les pouvoirs publics lorsqu'un autre site de production d'ArjoWiggins à Jouy-en-Morin (77), avait été cédé par son propriétaire Sequana à une holding suisse. Celle-ci n'y avait alors pas investi un centime depuis son rachat en 6 mois. Ce site avait été lui-aussi placé en liquidation judiciaire dès début janvier, certains salariés y avaient même déjà reçu des offres de reclassement en Roumanie et en Bulgarie... par le groupe Sequana, propriétaire actuel des usines sarthoises qui subissent aujourd'hui le même sort !

Face à cela, l'Etat et surtout la BPI France (principal actionnaire de Sequana, dont la gestion financière jugée calamiteuse est contestée en interne) sont restés muets – refusant de satisfaire la nationalisation temporaire des sites de production sarthois (nécessitant 40 M€ d'investissement) réclamée par les salariés, préférant envisager en vain leur reprise par un investisseur privé. Cette situation laisse maintenant redouter le pire pour les habitants de ce territoire où un millier d'emplois indirects seront en sus impactés !

Quant aux Régions - celles des Pays de la Loire et du Centre-Val de Loire, elles se sont engagées à mettre sur pied un banal plan de formation afin aider les salariés à retrouver du travail. Mais pour une ville très éloignée des principaux bassins d'emploi alentours, cela apparaît comme un bien maigre pansement pour une béante cicatrice et qui ne résoudra en rien la situation de centaines de familles abandonnées à leur sort.

Alors que les salariés commencent à recevoir leur lettre de licenciement, nous n'avons toujours pas eu connaissance du moindre détail concernant le dit plan de formation et François Bonneau reste muet sur le sujet.

Les élus du Rassemblement National Centre-Val de Loire s'associent aux revendications légitimes des salariés d'ArjoWiggins, victimes du libre-échange mondialisé, au détriment de la sauvegarde essentielle de nos savoir-faire, puisque c'était l'unique entreprise française de production en la matière et ne manqueront pas d'interpeller la majorité socialiste sur ce sujet lors de la prochaine session plénière.

Plus que jamais, à la veille des prochaines échéances électorales européennes, choisissons une autre voie, celle de la France face aux mondialistes d'Emmanuel Macron.